

N° DP 24/703

DECISION DU PRESIDENT

ANNULE ET REMPLACE LA DECISION PRESIDENT N°24/329 RELATIVE A LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN KIOSQUE OUEST A LA SEYNE-SUR-MER PARC FERNAND BRAUDEL

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la décision du Président n° DP 24/329 du 22 avril 2024 relative à la convention d'occupation temporaire à titre gracieux du kiosque ouest situé à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc Fernand Braudel, consentie à la Commune de La Seyne-sur-Mer pour y installer un poste de Police Municipale,

VU la demande de modification des articles 4 et 12 de la convention formulée par la Commune de La Seyne-sur-Mer en date du 11 juillet 2024,

VU le projet de convention de mise à disposition en sa nouvelle rédaction ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire du kiosque ouest se composant d'un kiosque de 15 m², d'un patio de 15 m², de sanitaires de 15 m² et d'une terrasse en pergola de 200 m², sis à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc Fernand Braudel,

CONSIDERANT par courrier en date du 9 février 2024, la Commune de La Seyne-sur-Mer a sollicité la Métropole pour la mise à disposition du kiosque pour y transférer le poste de Police Municipale actuellement localisé dans un chalet situé à proximité du kiosque qu'elle souhaite libérer afin de répondre à un besoin de stockage,

CONSIDERANT que compte tenu de la nécessité de maintenir un poste de Police Municipale sur le secteur, la Métropole a répondu favorablement à cette demande par courrier du 29 février 2024,

CONSIDERANT qu'en égard à l'intérêt général des activités pour lesquelles la mise à disposition est consentie, à savoir un poste de Police Municipal, la présente convention est consentie à titre gratuit pour une durée de 12 ans,

CONSIDERANT que dans ce cadre un projet de convention a été annexé à la décision du Président n° DP 24/329 du 22 avril 2024 et qu'en date du 11 juillet 2024 la Commune a demandé que soient modifiés les articles 4 et 12 de la convention afin de préciser les modalités du renouvellement de celle-ci par tacite reconduction,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ANNULER la décision du Président n°24/329 du 22 avril 2024, relative à la convention d'occupation temporaire à titre gracieux du kiosque ouest situé à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc Fernand Braudel, consentie à la Commune de La Seyne-sur-Mer pour y installer un poste de Police Municipale, en considération de la modification des articles 4 et 12 de la convention annexée à ladite décision.

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention de mise à disposition en sa nouvelle rédaction du kiosque ouest se composant d'un kiosque de 15 m², d'un patio de 15 m², de sanitaires de 15 m² et d'une terrasse en pergola de 200 m², sis à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc Fernand Braudel, consentie à titre gratuit à la Commune de La Seyne-sur-Mer pour une durée de 12 ans.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

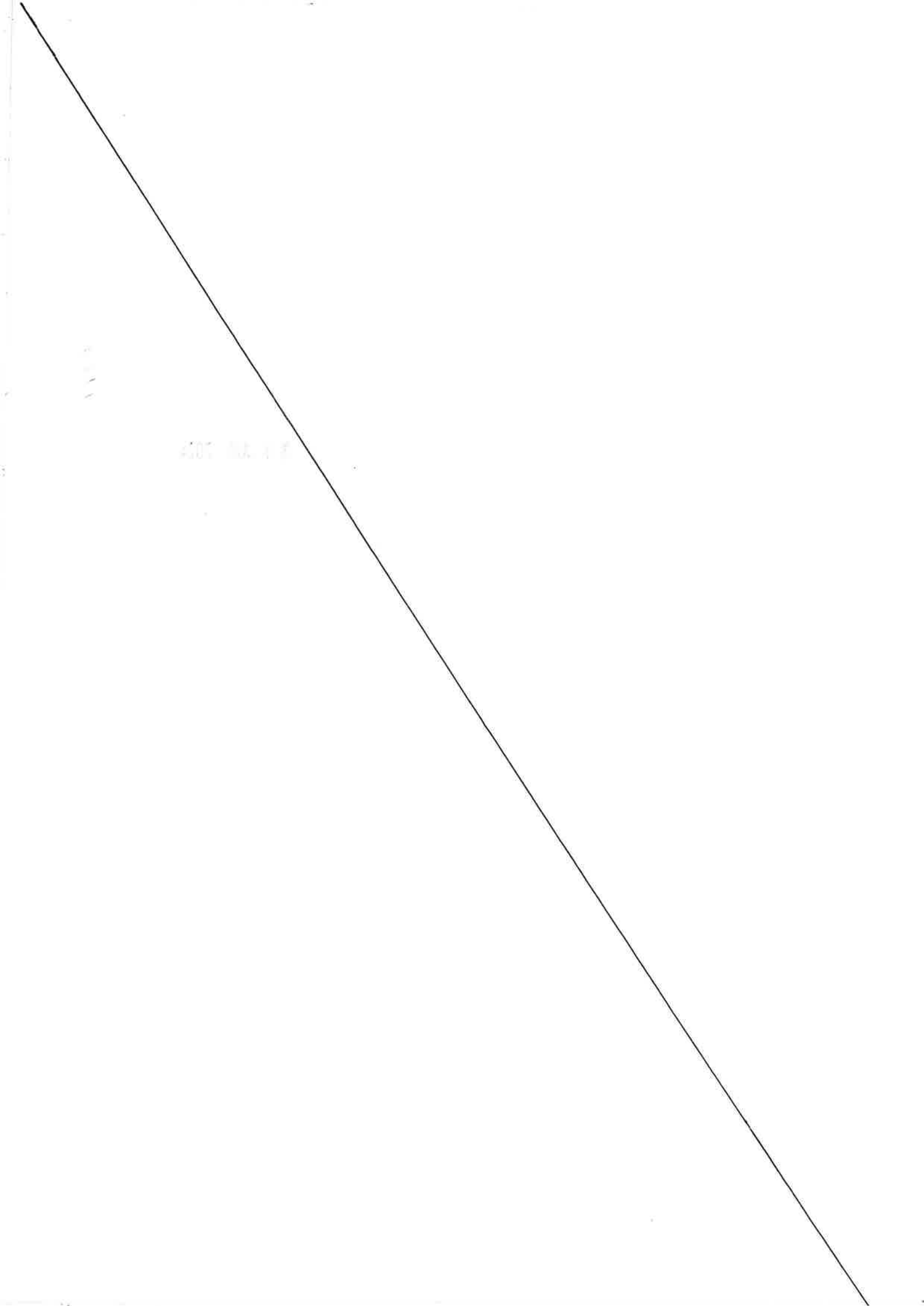
Fait à Toulon, le

31 JUL. 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN CONSENTIE
A LA COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER
RELATIVE AU KIOSQUE OUEST
PARC FERNAND BRAUDEL**

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à Toulon, 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « la Métropole »,

D'une part

ET

La Commune de La Seyne-sur-Mer, domiciliée 20 Quai Saturnin Fabre, CS 60226, 83507 La Seyne-sur-Mer Cedex, représentée par son Maire en exercice, Madame Nathalie BICAIS, agissant en vertu

Ci-après dénommé « la Commune »,

D'autre part

EXPOSE PRÉALABLE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire du kiosque ouest, sis à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc Braudel, cadastré section BW n°34. Aujourd'hui sans affectation, le kiosque était affecté à une activité de snack et petite restauration jusqu'au départ du dernier exploitant le 2 octobre 2023.

Par courrier en date du 9 février 2024, la Commune de La Seyne-sur-Mer a sollicité la Métropole pour la mise à disposition du kiosque pour y transférer le poste de Police Municipale actuellement localisé dans un chalet situé à proximité du kiosque qu'elle souhaite libérer afin de répondre à un besoin de stockage.

Compte tenu de la nécessité de maintenir un poste de Police Municipale sur le secteur, la Métropole a répondu favorablement à cette demande par courrier du 29 février 2024.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La Commune de La Seyne-sur-Mer, domiciliée 20 Quai Saturnin Fabre, CS 60226, 83507 La Seyne-sur-Mer Cedex est autorisée en vue du déplacement du poste de Police Municipale à occuper :

- Le kiosque ouest d'une surface de 15 m², comprenant un vestiaire de 1m²,
- Le patio d'environ 15 m², cet espace ne peut en aucun cas être couvert et aucune action ne pourra être entreprise sur les platanes (élagage, cloisonnement, etc.),
- Les sanitaires d'environ 15 m² (2 blocs ; hommes et femmes). Ces sanitaires ne pourront en aucun cas être modifiés,
- Une terrasse en pergola d'environ 200 m²,
- Raccordement aux eaux usées, eau potable et à l'électricité existants.

Cette occupation, conférée à titre personnel, ne saurait être modifiée (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit, de la Métropole.

ARTICLE 2 – DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, à compter de sa prise d'effet, sans pouvoir excéder 12 ans. Elle est consentie à titre précaire et révocable. Elle prendra effet à compter de la remise des clefs.

ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES

Redevance d'occupation :

Eu égard à l'intérêt général des activités pour lesquelles la mise à disposition est consentie, à savoir un poste de Police Municipal, la présente convention est consentie à titre gratuit.

Charges locatives :

La Commune fera son affaire personnelle de la souscription des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'électricité, d'eau, de téléphone, de fibre et de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

Elle fera également son affaire personnelle du nettoyage des locaux mis à sa disposition.

Impôts

La Commune devra seule supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

ARTICLE 4 – DROITS ET OBLIGATIONS

La présente convention est conclue sous le régime des occupations du domaine public non constitutives de droits réels. Elle est donc régie par les seules règles du droit administratif, notamment des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Elle est conférée à titre précaire et révocable. Elle ne peut se prolonger par tacite reconduction au-delà de douze ans, et la Commune ne pourra en aucune manière, et sur quelque fondement juridique que ce soit se prévaloir d'un droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement de la présente convention.

La présente convention ne confère à la Commune, qui le reconnaît expressément, aucun des droits ou avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal.

La présente convention est conclue *intuitu personæ*. La Commune occupera elle-même l'emprise concernée qui ne peut, en aucun cas, être cédée, sous louée à un tiers, faire l'objet d'un prêt, ou plus généralement être donnée en jouissance totale ou partielle à un tiers sous quelque forme que ce soit.

L'occupation se fera dans des conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public ni la quiétude du voisinage.

Tout affichage ou publicité sur les installations ou sur le domaine public occupé sont strictement interdits.

La Commune occupe à ses risques et périls le local, objet de la présente. Elle est responsable à l'égard des tiers des dommages causés par elle-même, ses agents ou ses installations.

La Métropole TPM décline toute responsabilité concernant les actes de malveillance, ou des dommages subis par la Commune du fait des dégâts causés par des événements naturels et climatiques.

La Métropole TPM pourra néanmoins exiger la fermeture temporaire en cas de force majeure, événement exceptionnel ou en cas de contraintes de sécurité imposées par les services de l'État, sans que la Commune puisse exiger de la Métropole TPM le versement d'une indemnité.

ARTICLE 5 – JOUISSANCE DES LIEUX ET ETAT DES LIEUX

5-1 : Jouissance des lieux

La Commune prend les lieux, installations, dépendances dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux.

Elle ne sera pas admise à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol...). Elle ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser construction ou démolition, ni percer des murs ou cloisons sans autorisation préalable et écrite de la Métropole.

La Commune et ses entrepreneurs seront tenus de respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le fonctionnement des chantiers et le respect des règles de sécurité.

5-2 : Etat des lieux

Avant l'entrée en jouissance, il sera établi un procès-verbal des lieux constatant le détail des biens meubles et immeubles, assorti d'un inventaire de ces biens. Contresignés par les deux parties, ces documents seront annexés à la présente convention.

Après toute modification des lieux et biens meubles ou immeubles intervenant après l'entrée en jouissance par la Commune, par changement, adjonction, suppression, un état des lieux et inventaire complémentaires seront établis.

En fin d'occupation, un procès-verbal de constat sera dressé de manière contradictoire. La comparaison des états des lieux initiaux, complémentaires et de départ servira de base à la détermination et au coût des travaux de réfection qui seront à la charge de la Commune, chaque fois que les dégradations ne résulteront pas de la vétusté ou de l'utilisation normale des lieux.

ARTICLE 6 – AMENAGEMENT

Le kiosque est mis à disposition en l'état. La Commune s'engage à réaliser à sa charge tous les travaux nécessités par l'occupation du kiosque conformément à la réglementation en vigueur, notamment au regard des règles d'urbanisme, de sécurité et d'hygiène, des établissements recevant du public, y compris en cas d'évolution de la législation applicable et les travaux requis par l'administration.

La Commune exécutera elle-même ou fera exécuter, sous sa seule responsabilité, par l'entreprise de son choix et à ses frais, les travaux correspondant au projet de transformation du kiosque ouest en poste de Police Municipale.

Conformément aux obligations relatives aux ERP de 5^{ème} catégorie accueillant moins de 20 personnes la Commune s'engage :

- Maintenir en bon état les installations techniques et moyens de secours,
- Disposer d'une installation électrique conforme,
- Disposer d'un extincteur approprié au risque,
- Disposer d'un moyen d'alarme incendie,
- Disposer d'un moyen d'alerte des secours
- L'accessibilité des personnes à mobilité réduite devra être assurée.

L'effectif sera limité à 19 personnes maximum simultanément dans les locaux.

ARTICLE 7 – TRAVAUX

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de la Commune qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Elle s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

En dehors des travaux de maintenance ordinaire, la Commune ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés énoncés ci-dessus ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

Aucune adjonction d'annexe attenante ou non au kiosque n'est autorisée.

Aucun nouveau traitement de façade ne sera admis, la décoloration naturelle du bois est voulue, elle ne devra pas être modifiée.

Toute modification extérieure est prohibée, sauf en cas d'accord écrit de la Métropole TPM.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

La Commune fournira dès son **entrée dans les lieux et chaque année, au plus tard le 31 juillet**, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

8-1 : Polices d'assurances

La Commune devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

La Commune est tenue d'assurer elle-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les locaux, dépendances et terre-pleins attribués.

8-2 : Sinistre

En cas de sinistre, la Commune aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, la Commune ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

8-3 : Indemnisation

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

La Métropole ne pourra en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements dont la Commune pourrait être victime dans les locaux loués.

ARTICLE 9 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

La Commune devra :

- laisser à tout moment, et à chaque fois qu'il sera nécessaire, le libre accès aux services de la Métropole TPM ou à toute personne ou société mandatée par le représentant de la Métropole TPM, afin de vérifier l'état des locaux mis à disposition, ou pour s'assurer que les clauses et conditions de la présente sont respectées,
- supporter sans indemnités les gênes qui pourraient résulter de certains travaux sur la Dépendance Publique Métropolitaine et ce quel que soit la durée,
- se conformer à la législation notamment en matière d'hygiène, de sécurité, d'accessibilité ainsi qu'aux directives qui pourront lui être données à tout moment notamment par le représentant de la Métropole TPM ou ses services.
- signaler à la Métropole TPM toute anomalie, ainsi que tout dysfonctionnement.

La Métropole TPM pourra demander tous les justificatifs qu'elle jugera utile afin de s'assurer de la bonne exécution de la présente.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉ DE LA COMMUNE

La Commune :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, elle est tenue de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Elle est tenue de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 11 – EXECUTION DE TRAVAUX PAR LA METROPOLE

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit pour permettre l'aménagement des abords de l'espace mis à disposition, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter si besoin est. Dans ces éventualités, la Commune ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

ARTICLE 12 – RENOUELEMENT

La présente autorisation, **de caractère précaire et révocable**, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique au-delà de douze ans, y compris par tacite reconduction.

Aucun renouvellement ultérieur ne sera consenti à un Occupant d'une autorisation d'occupation temporaire ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une résiliation.

ARTICLE 13 – CESSATION

Toute cessation devra être signalée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée. La Commune sera alors tenue de demander la résiliation de la présente convention.

La cessation de l'occupation implique obligatoirement le rétablissement des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de la Commune (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). A défaut d'exécution, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à elle et à ses frais.

1°/ La cessation à l'initiative de la Commune

A la demande de la Commune, la cessation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception acceptée par la Métropole, sous réserve de respecter un préavis de six mois.

2°/ La cessation à l'initiative de la Métropole

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour défaut d'exécution des obligations de la Commune, notamment le non-respect ou inobservation des obligations énoncées ci-dessus.

Cette résiliation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité. Elle est immédiate et ne préjuge pas des éventuelles poursuites contentieuses.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour cause d'intérêt général. Ce retrait intervient sur simple notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

ARTICLE 14 – RECOURS

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 15 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à Toulon, le

Le Maire de La Seyne-sur-Mer,

Le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée,

Nathalie BICAIS

Jean Pierre GIRAN

N° DP 24/329

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE A TITRE GRACIEUX DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN KIOSQUE OUEST A LA SEYNE-SUR-MER PARC FERNAND BRAUDEL

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention de mise à disposition, ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire du kiosque ouest se composant d'un kiosque de 15 m², d'un patio de 15 m², de sanitaires de 15 m² et d'une terrasse en pergola de 200 m², sis à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc Fernand Braudel,

CONSIDERANT que par courrier en date du 9 février 2024, la Commune de La Seyne-sur-Mer a sollicité la Métropole pour la mise à disposition du kiosque pour y transférer le poste de Police Municipale actuellement localisé dans un chalet situé à proximité du kiosque qu'elle souhaite libérer afin de répondre à un besoin de stockage,

CONSIDERANT que compte tenu de la nécessité de maintenir un poste de Police Municipale sur le secteur, la Métropole TPM a répondu favorablement à cette demande par courrier du 29 février 2024,

CONSIDERANT qu'en égard à l'intérêt général des activités pour lesquelles la mise à disposition est consentie, à savoir un poste de Police Municipal, la présente convention est consentie à titre gratuit pour une durée de 12 ans,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention de mise à disposition du kiosque ouest se composant d'un kiosque de 15 m², d'un patio de 15 m², de sanitaires de 15 m² et d'une terrasse en pergola de 200 m², sis à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc Fernand Braudel, consentie à titre gratuit à la Commune de La Seyne-sur-Mer pour une durée de 12 ans.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 AVR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



200 FAS 55

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN CONSENTIE
A LA COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER
RELATIVE AU KIOSQUE OUEST
PARC FERNAND BRAUDEL**

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à Toulon, 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « la Métropole »,

D'une part

ET

La Commune de La Seyne-sur-Mer, domiciliée 20 Quai Saturnin Fabre, CS 60226, 83507 La Seyne-sur-Mer Cedex, représentée par son Maire en exercice, Madame Nathalie BICAIS, agissant en vertu

Ci-après dénommé « la Commune »,

D'autre part

EXPOSE PRÉALABLE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire du kiosque ouest, sis à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc Braudel, cadastré section BW n°34. Aujourd'hui sans affectation, le kiosque était affecté à une activité de snack et petite restauration jusqu'au départ du dernier exploitant le 2 octobre 2023.

Par courrier en date du 9 février 2024, la Commune de La Seyne-sur-Mer a sollicité la Métropole pour la mise à disposition du kiosque pour y transférer le poste de Police Municipale actuellement localisé dans un chalet situé à proximité du kiosque qu'elle souhaite libérer afin de répondre à un besoin de stockage.

Compte tenu de la nécessité de maintenir un poste de Police Municipale sur le secteur, la Métropole a répondu favorablement à cette demande par courrier du 29 février 2024.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La Commune de La Seyne-sur-Mer, domiciliée 20 Quai Saturnin Fabre, CS 60226, 83507 La Seyne-sur-Mer Cedex est autorisée en vue du déplacement du poste de Police Municipale à occuper :

- Le kiosque ouest d'une surface de 15 m², comprenant un vestiaire de 1m²,
- Le patio d'environ 15 m², cet espace ne peut en aucun cas être couvert et aucune action ne pourra être entreprise sur les platanes (élagage, cloisonnement, etc.),
- Les sanitaires d'environ 15 m² (2 blocs ; hommes et femmes). Ces sanitaires ne pourront en aucun cas être modifiés,
- Une terrasse en pergola d'environ 200 m²,
- Raccordement aux eaux usées, eau potable et à l'électricité existants.

Cette occupation, conférée à titre personnel, ne saurait être modifiée (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit, de la Métropole.

ARTICLE 2 – DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, à compter de sa prise d'effet, sans pouvoir excéder 12 ans. Elle est consentie à titre précaire et révocable. Elle prendra effet à compter de la remise des clefs.

ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES

Redevance d'occupation :

Eu égard à l'intérêt général des activités pour lesquelles la mise à disposition est consentie, à savoir un poste de Police Municipal, la présente convention est consentie à titre gratuit.

Charges locatives :

La Commune fera son affaire personnelle de la souscription des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'électricité, d'eau, de téléphone, de fibre et de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

Elle fera également son affaire personnelle du nettoyage des locaux mis à sa disposition.

Impôts

La Commune devra seule supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

ARTICLE 4 – DROITS ET OBLIGATIONS

La présente convention est conclue sous le régime des occupations du domaine public non constitutives de droits réels. Elle est donc régie par les seules règles du droit administratif, notamment des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Elle est conférée à titre précaire et révocable. Elle ne peut se prolonger par tacite reconduction et la Commune ne pourra en aucune manière, et sur quelque fondement juridique que ce soit se prévaloir d'un droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement de la présente convention.

La présente convention ne confère à la Commune, qui le reconnaît expressément, aucun des droits ou avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal.

La présente convention est conclue *intuitu personæ*. La Commune occupera elle-même l'emprise concernée qui ne peut, en aucun cas, être cédée, sous louée à un tiers, faire l'objet d'un prêt, ou plus généralement être donnée en jouissance totale ou partielle à un tiers sous quelque forme que ce soit.

L'occupation se fera dans des conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public ni la quiétude du voisinage.

Tout affichage ou publicité sur les installations ou sur le domaine public occupé sont strictement interdits.

La Commune occupe à ses risques et périls le local, objet de la présente. Elle est responsable à l'égard des tiers des dommages causés par elle-même, ses agents ou ses installations.

La Métropole TPM décline toute responsabilité concernant les actes de malveillance, ou des dommages subis par la Commune du fait des dégâts causés par des événements naturels et climatiques.

La Métropole TPM pourra néanmoins exiger la fermeture temporaire en cas de force majeure, évènement exceptionnel ou en cas de contraintes de sécurité imposées par les services de l'État, sans que la Commune puisse exiger de la Métropole TPM le versement d'une indemnité.

ARTICLE 5 – JOUISSANCE DES LIEUX ET ETAT DES LIEUX

5-1 : Jouissance des lieux

La Commune prend les lieux, installations, dépendances dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux.

Elle ne sera pas admise à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol...). Elle ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser construction ou démolition, ni percer des murs ou cloisons sans autorisation préalable et écrite de la Métropole.

La Commune et ses entrepreneurs seront tenus de respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le fonctionnement des chantiers et le respect des règles de sécurité.

5-2 : Etat des lieux

Avant l'entrée en jouissance, il sera établi un procès-verbal des lieux constatant le détail des biens meubles et immeubles, assorti d'un inventaire de ces biens. Contresignés par les deux parties, ces documents seront annexés à la présente convention.

Après toute modification des lieux et biens meubles ou immeubles intervenant après l'entrée en jouissance par la Commune, par changement, adjonction, suppression, un état des lieux et inventaire complémentaires seront établis.

En fin d'occupation, un procès-verbal de constat sera dressé de manière contradictoire. La comparaison des états des lieux initiaux, complémentaires et de départ servira de base à la détermination et au coût des travaux de réfection qui seront à la charge de la Commune, chaque fois que les dégradations ne résulteront pas de la vétusté ou de l'utilisation normale des lieux.

ARTICLE 6 – AMENAGEMENT

Le kiosque est mis à disposition en l'état. La Commune s'engage à réaliser à sa charge tous les travaux nécessités par l'occupation du kiosque conformément à la réglementation en vigueur, notamment au regard des règles d'urbanisme, de sécurité et d'hygiène, des établissements recevant du public, y compris en cas d'évolution de la législation applicable et les travaux requis par l'administration.

La Commune exécutera elle-même ou fera exécuter, sous sa seule responsabilité, par l'entreprise de son choix et à ses frais, les travaux correspondant au projet de transformation du kiosque ouest en poste de Police Municipale.

Conformément aux obligations relatives aux ERP de 5^{ème} catégorie accueillant moins de 20 personnes la Commune s'engage :

- Maintenir en bon état les installations techniques et moyens de secours,
- Disposer d'une installation électrique conforme,
- Disposer d'un extincteur approprié au risque,
- Disposer d'un moyen d'alarme incendie,
- Disposer d'un moyen d'alerte des secours
- L'accessibilité des personnes à mobilité réduite devra être assurée.

L'effectif sera limité à 19 personnes maximum simultanément dans les locaux.

ARTICLE 7 – TRAVAUX

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de la Commune qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Elle s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

En dehors des travaux de maintenance ordinaire, la Commune ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés énoncés ci-dessus ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

Aucune adjonction d'annexe attenante ou non au kiosque n'est autorisée.

Aucun nouveau traitement de façade ne sera admis, la décoloration naturelle du bois est voulue, elle ne devra pas être modifiée.

Toute modification extérieure est prohibée, sauf en cas d'accord écrit de la Métropole TPM.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

La Commune fournira dès son **entrée dans les lieux et chaque année, au plus tard le 31 juillet**, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

8-1 : Polices d'assurances

La Commune devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

La Commune est tenue d'assurer elle-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les locaux, dépendances et terre-pleins attribués.

8-2 : Sinistre

En cas de sinistre, la Commune aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, la Commune ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

8-3 : Indemnisation

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

La Métropole ne pourra en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements dont la Commune pourrait être victime dans les locaux loués.

ARTICLE 9 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

La Commune devra :

- laisser à tout moment, et à chaque fois qu'il sera nécessaire, le libre accès aux services de la Métropole TPM ou à toute personne ou société mandatée par le représentant de la Métropole TPM, afin de vérifier l'état des locaux mis à disposition, ou pour s'assurer que les clauses et conditions de la présente sont respectées,
- supporter sans indemnités les gênes qui pourraient résulter de certains travaux sur la Dépendance Publique Métropolitaine et ce quel que soit la durée,
- se conformer à la législation notamment en matière d'hygiène, de sécurité, d'accessibilité ainsi qu'aux directives qui pourront lui être données à tout moment notamment par le représentant de la Métropole TPM ou ses services.
- signaler à la Métropole TPM toute anomalie, ainsi que tout dysfonctionnement.

La Métropole TPM pourra demander tous les justificatifs qu'elle jugera utile afin de s'assurer de la bonne exécution de la présente.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉ DE LA COMMUNE

La Commune :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, elle est tenue de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Elle est tenue de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 11 – EXECUTION DE TRAVAUX PAR LA METROPOLE

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit pour permettre l'aménagement des abords de l'espace mis à disposition, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter si besoin est. Dans ces éventualités, la Commune ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

ARTICLE 12 – RENOUELEMENT

La présente autorisation, **de caractère précaire et révocable**, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

Aucun renouvellement ultérieur ne sera consenti à un Occupant d'une autorisation d'occupation temporaire ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une résiliation.

ARTICLE 13 – CESSATION

Toute cessation devra être signalée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée. La Commune sera alors tenue de demander la résiliation de la présente convention.

La cessation de l'occupation implique obligatoirement le rétablissement des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de la Commune (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). A défaut d'exécution, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à elle et à ses frais.

1°/ La cessation à l'initiative de la Commune

A la demande de la Commune, la cessation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception acceptée par la Métropole, sous réserve de respecter un préavis de six mois.

2°/ La cessation à l'initiative de la Métropole

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour défaut d'exécution des obligations de la Commune, notamment le non-respect ou inobservation des obligations énoncées ci-dessus.

Cette résiliation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité. Elle est immédiate et ne préjuge pas des éventuelles poursuites contentieuses.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour cause d'intérêt général. Ce retrait intervient sur simple notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

ARTICLE 14 – RECOURS

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 15 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à Toulon, le

Le Maire de La Seyne-sur-Mer,

Le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée,

Nathalie BICAIS

Jean Pierre GIRAN



Toulon, le 25/02/2024

Jean Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

A

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

**Directeur Général Adjoint Finances et
Moyens**

Claude WEISSE

Affaire suivie par :
Florian LECLERE
fleclere@metropoletpm.fr
04.94.03.97.58

N/Réf : JPG/VP/CW/CH/SB/FL/2024 n° 170
LRAR : 1A495853 12.640

OBJET : Mise à disposition du kiosque ouest – Parc Fernand Braudel

Madame le Maire,

J'accuse réception de votre demande du 9 février 2024 relative à la mise à disposition du kiosque ouest, sis Parc Braudel, cadastré section BW n°34, afin d'y déplacer le poste de Police Municipale.

Dans le cadre de la réaffectation du chalet actuellement occupé par vos services afin de répondre, notamment à un besoin de stockage, et compte tenu de la nécessité de maintenir un poste de Police Municipale sur ce secteur, j'ai le plaisir de vous confirmer par la présente mon accord concernant cette mise à disposition.

Le Service Gestion Immobilière vous proposera sous peu une convention de mise à disposition relative à cette occupation.

Je vous prie de croire, Madame le Maire, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Jean-Pierre GIRAN

Président de Toulon Provence Méditerranée



MAIRIE DE LA SEYNE-SUR-MER
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



La Seyne-sur-Mer, le - 9 FEV. 2024

Direction Générale Adjointe des Services
Cadre de vie et Ville Durable
Pôle Immobilier et Domaine Public Communal
Direction Gestion Immobilière et Occupation de l'Espace Public
Service Gestion du Domaine Public Technique
N/Réf. : CVVD/IDPC/GIOEP/n° 17-24/OB-VVB-CRA-PR-CS
Affaire suivie par : SANGIORGIO Cristelle
04.94.06.93.05 - gestiondudomaine@la-seyne.fr

Monsieur Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536
83041 TOULON Cedex 09

Lettre recommandée 2C16233843956

Objet: Mise à disposition du kiosque « La Pergola » sis Corniche Georges Pompidou, Parc Braudel – 83500 La Seyne-sur-Mer.

Monsieur le Président,

Je fais suite aux différents échanges entre nos services, au sujet de l'utilisation par la Police municipale du kiosque « La Pergola », parcelle cadastrée section BW n°0034, sis Corniche Georges Pompidou – Parc Fernand Braudel à La Seyne-sur-Mer.

Dans le cadre du déplacement du poste de surveillance des plages et compte-tenu des besoins en espaces de stockage, le chalet actuellement occupé par la Police Municipale va être utilisé pour entreposer des matériels dont notamment le fauteuil roulant de plage.

Aussi, afin de maintenir un poste de Police municipale sur ce secteur, je sollicite de votre haute bienveillance la mise à disposition du kiosque « La Pergola » et des sanitaires attenants pour l'usage exclusif des agents de la police municipale.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma parfaite considération.

Nathalie BICAIS

Maire de La Seyne-sur-Mer
Vice-Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Conseiller Départemental du Var

